

Reprint de Cahiers pour *l'histoire de la recherche*, CNRS Editions, 1995

## ***Les réseaux scientifiques : Henri Laugier en politique avant la seconde guerre mondiale***

Michel Trebitsch

"Citoyen du monde", Henri Laugier a été, selon le mot de Georges Fischer, "le centre d'un immense réseau international d'hommes et de femmes qu'inspire ce civisme national et international"<sup>1</sup>.

Il faut prendre ici le terme de réseau dans un sens très fort, pour tenter d'analyser ses modes d'intervention dans la sphère publique et de comprendre en quoi il incarne une surprenante continuité de la science au service de la République<sup>2</sup>. L'étude sous l'angle des réseaux de sociabilité permet de mettre à jour un milieu de savants républicains, peu étudié, voire sous-estimé par l'histoire des intellectuels. Celle-ci reste en effet fixée sur l'image de la "République des professeurs". Ces savants républicains se sont investis dans des charges d'État au nom d'un idéal rationaliste et démocratique très marqué par les espoirs de paix et de progrès des années vingt, mais aussi héritier d'une tradition scientifique préoccupée à la fois de démocratisation, de modernisation et de réformisme social.

La difficulté principale pour ce type d'analyse, mais aussi pour ce genre de personnage, réside dans la rareté et la dissémination des sources. On voudra bien ne voir ici qu'un travail en cours, sur lequel planent encore maintes incertitudes<sup>3</sup>.

### **L'héritage fin-de-siècle : un socialisme jauressien**

Plusieurs liens, maintes fidélités d'Henri Laugier remontent à des rencontres et à des engagements noués dès avant 1914, alors que, jeune chercheur provincial débutant, il entre en contact avec le milieu scientifique parisien. Piloté par quelques aînés convaincus du rôle-clé de l'éducation et de la science dans la promotion sociale, engagés à gauche depuis les combats de l'Affaire Dreyfus, il forge dans ces creusets fin-de-siècle à la fois ses réseaux de sociabilité et ses grandes options idéologiques, son choix de mettre la science au service de la société.

---

<sup>1</sup>FISCHER Georges, "In Memoriam", *Tiers-Monde*, n° 53, 1975, p. 5.

<sup>2</sup>Cf. Nicole Racine et Michel Trebitsch (dir.), *Sociabilités intellectuelles. Lieux, milieux, réseaux, Cahiers de l'IHTP*, n° 20, mars 1993.

<sup>3</sup>Nous remercions particulièrement de leur aide et de leurs précieux conseils André Combes, de l'Institut de recherches maçonniques, Chantal Morelle, qui nous a facilité l'accès aux archives Henri Laugier déposées à l'Institut Charles de Gaulle, Monique Raulain et Yves Gallifret à l'Union rationaliste, Nicole Racine pour toutes les pistes qu'elle nous a fournies. Nous avons aussi largement puisé dans l'étude de William H. Schneider, "Henri Laugier, the Science of Work and the Workings of Science in France, 1920-1940", *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, n° 5, 1989, pp. 7-34.

### *Le Labo et la Loge : l'influence de Louis Lopicque*

C'est dans les laboratoires qu'Henri Laugier, en s'initiant à la recherche, accomplit son apprentissage politique. Arrivé à Paris en 1906, il entame, on l'a vu, un double cursus chez Charles Richet, professeur de physiologie à la Faculté de médecine, prix Nobel 1913, et chez Louis Lopicque, maître de conférences de physiologie expérimentale à la Faculté des sciences, installé à partir de 1911 au Muséum d'Histoire naturelle. Rencontres décisives à tous égards, comme en témoignent ses "Lettres aux chers Africains"<sup>4</sup>. Richet lui met le pied à l'étrier, en lui confiant dès 1912 à l'Institut Marey, avant même qu'il ait bouclé sa thèse de médecine, un prémonitoire "Institut pour l'étude des conditions physiologiques optima du travail ouvrier" et en dirigeant la plupart de ses travaux jusqu'à la guerre. L'influence de Richet, dont il s'éloigne ensuite, déborde à coup sûr la médecine. "Homme universel s'il en fût, physiologiste, poète, auteur dramatique, aviateur, spirite", tel que Laugier le décrit dans une lettre d'août 1912, il apparaît alors comme un des ténors de l'eugénisme progressiste, avec son livre *La Sélection humaine* (1908) et surtout comme une des grandes figures du pacifisme légal. animateur, aux côtés de Frédéric Passy, de la Société française pour l'arbitrage entre les nations, il sera, après la guerre de 1914-1918 dont il dénoncera les horreurs dans *L'Homme stupide* (1919), un des dirigeants du Bureau international de la Paix, une des principales sociétés de paix où se retrouvent les partisans de la SDN<sup>5</sup>.

Mais le père spirituel de Laugier, c'est Louis Lopicque, "le seul savant qui ait su réaliser autour de lui cette atmosphère de confiance et de joie au travail si bienfaisante", comme il l'écrit en novembre 1911, enthousiasmé par l'homme et le milieu, "un petit nombre de bons compagnons" parmi lesquels Henri Piéron<sup>6</sup>. Toute sa carrière, surtout après la guerre, sera liée à Lopicque, qui le considère très tôt comme son dauphin et à la chaire duquel il succédera tardivement. Affection filiale pour un maître qui, lors d'un séjour au Brésil en 1927, lui confie son laboratoire et lui prête sa maison de vacances de l'Arcouest, symbiose intellectuelle avec ce grand voyageur, anthropologue autant que physiologiste, lié à Paul Rivet, qui l'ouvre aux préoccupations sociales du progrès scientifique, Laugier le côtoiera dans tous ses engagements de l'entre-deux-guerres<sup>7</sup>. Dès avant 1914, c'est Lopicque qui lui sert de mentor politique, c'est lui qui le parraine en maçonnerie comme en socialisme. Initié en 1902, "orateur" de la Loge Les Étudiants où entrera Laugier, Lopicque est alors aussi une figure importante du socialisme universitaire, et même de la gauche socialiste. Antimilitariste convaincu, suspendu six mois de ses fonctions en 1901 pour son soutien à Gustave Hervé, il est un des fondateurs de la SFIO dans les Vosges, où il a créé une Université populaire et le

<sup>4</sup>Cf. ci-dessus : "Jeunesse d'un démocrate. Etudes supérieures".

<sup>5</sup>Françoise Hugué, *Les Professeurs de la Faculté de médecine de Paris. Dictionnaire biographique 1794-1939*, Paris, INRP/Ed. du CNRS, 1991, notice "Charles Richet", pp. 415-417 ; Verdiana Grossi, "Une paix difficile : le mouvement pacifiste international pendant l'entre-deux-guerres", *Relations internationales*, n° 53, printemps 1988, p. 26.

<sup>6</sup>Henri Piéron, "L'oeuvre de Louis Lopicque", *Cahiers rationalistes*, n° 131, avril 1953, pp. 3-16. Cf. Christophe Charle et Eva Telkes, *Les Professeurs de la Faculté des sciences de Paris. Dictionnaire biographique 1901-1939*, Paris, INRP/Ed. du CNRS, 1989, notice "Louis Lopicque", pp. 175-178 ; Jean Maitron (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, tome 13, notice "Louis Lopicque", Paris, Ed. Ouvrières, 1975, pp. 199-200, et tome 33, id., 1988, p. 247.

<sup>7</sup>Lettres à Jean Coulomb, 1927 (Archives Laugier, n° 3).

premier journal socialiste du département. Candidat en 1906 à Remiremont, il s'éloignera pourtant du militantisme actif au lendemain de l'unification et évoluera après-guerre vers une position plus modérée. Il sera encore candidat socialiste indépendant en 1924 sur la liste du Cartel des gauches et jouera en 1942 un rôle de premier plan dans la Résistance maçonnique.

Laugier a été initié en maçonnerie le 24 juillet 1911 à la Loge Les Étudiants<sup>8</sup>. Fondée en 1901, cette loge, qui recrute en particulier dans le monde des carabins et de la basoche et compte une forte proportion de provinciaux et d'étrangers, est politiquement dominée, selon un témoignage de l'époque, par le "socialisme collectiviste" et marque une préoccupation insistante pour les "maladies sociales" (tuberculose, maladies vénériennes, alcoolisme), la morale, le féminisme, les problèmes de l'enseignement, qui forment les sujets de choix de ses conférences<sup>9</sup>. Le parrainage direct de Lopicque paraît indubitable. Dans son sillage, Laugier plonge dans le monde intellectuel des savants dreyfusards naviguant entre radicalisme et socialisme, où cette appartenance est presque naturelle. Ni Appell ni Borel ne sont maçons, pas plus, étonnamment, qu'Yvon Delbos, et Henri Roger ou Paul Langevin n'ont jamais été initiés, alors que, comme Lopicque et Richet, Edouard Toulouse ou Jean-Marie Lahy ont été des membres influents de la franc-maçonnerie. Tant pour les relations qu'il a pu y tisser que par l'influence sur son idéologie rationaliste, l'appartenance maçonnique a joué un rôle important dans la vie d'Henri Laugier, non comme une caste aux frontières étanches, mais plutôt comme une des rampes d'accès au milieu de la "science républicaine". Son itinéraire n'y sera d'ailleurs pas sans surprises. Il ne passera Compagnon au Grand Orient que le 15 novembre 1922, donc tard après son initiation. Maître le 16 mai 1924, puis Vénérable de la loge "Agni" de 1928 à 1931 et membre du Grand Collège des Rites, curieusement, il sortira de Loge le 25 janvier 1935, pour n'être réintégré qu'en 1958.

### *Le Groupe des Étudiants Socialistes Révolutionnaires*

Autant que l'influence de Lopicque, le contexte d'agitation étudiante des années 1908-1912 explique l'adhésion de Laugier au socialisme et même à la gauche socialiste. Il faut imaginer ici un Quartier latin en proie aux affrontements provoqués par l'Action française et les Camelots du roi contre les étudiants et les enseignants républicains (affaire Thalamas), ainsi qu'à un mouvement de revendications spécifique aux étudiants en médecine opposés à la réforme de la formation médicale<sup>10</sup>. Il a adhéré au Groupe des étudiants collectivistes, dont il sera un des principaux dirigeants jusqu'à la guerre<sup>11</sup>. Né au début du siècle, comme nombre d'autres groupes étudiants constitués depuis 1891-1893, en louvoyant entre les diverses tendances socialistes antérieures à l'unification, le Groupe des étudiants collectivistes affirme sa prépondérance au Congrès des étudiants

---

<sup>8</sup>Archives du Grand Orient de France, fiche Laugier, aimablement communiquée par André Combes. Voir aussi Daniel Ligou (dir.), *Dictionnaire de la franc-maçonnerie*, Paris, PUF, 1987 ; Michel Goudart de Soulages et Hubert Lamant, *Dictionnaire des francs-maçons français*, Paris, Ed. Albatros, 1981.

<sup>9</sup>Yves Hivert-Messeca, "Les Enfants de la Veuve et du Quartier Latin : la loge parisienne 'Les Etudiants' de sa naissance à la première guerre mondiale (1901-1914)", *Chroniques d'histoire maçonnique*, n° 44, 1991, pp. 121-133.

<sup>10</sup>Georges Weisz, "Associations et manifestations : les étudiants français de la Belle Epoque", *Le Mouvement social*, n° 120, janvier-septembre 1982, pp. 31-44.

<sup>11</sup>Archives Henri Laugier, n° 2, cité.

socialistes de 1900 où, rejetant guesdisme et anarchisme, il impose une ligne "jauréssienne" humaniste et rationaliste, mais aussi profondément pacifiste et internationaliste<sup>12</sup>. On manque d'une étude exhaustive sur ce groupe, parrainé par Alfred Bonnet et Renaudel, qui a compté dans ses rangs des hommes comme André Blumel, Marcel Déat, Louis L'Hévéder, Jean Lurçat, Paul Ramadier, Charles Spinasse, Jean Texcier et même, selon l'annuaire de l'ENS, Yvon Delbos, agrégé en 1907, encore que Laugier n'ait sans doute pas fait sa connaissance dès cette époque<sup>13</sup>.

Dirigé depuis 1908 par Jean Texcier, le groupe voue une vénération à Jaurès, qu'il va visiter en délégation rue de la Tour, et se lance dans la création d'une école socialiste. C'est notamment pour dissiper toute équivoque avec d'autres groupes étudiants, qu'il décide de changer de sigle, pour devenir Groupe des Étudiants Socialistes Révolutionnaires<sup>14</sup>. En 1911, Henri Laugier fait partie du trio qui, avec Jean Texcier et Rémy Roure, prend le pouvoir dans le groupe. "A 11 heures il n'y avait plus de groupe ; à minuit un nouveau groupe était fondé avec le même titre, les mêmes statuts que l'ancien, et une clause nouvelle permettant d'interdire l'entrée du groupe à ceux que l'on connaîtrait comme étant manifestement des perturbateurs, et ce nouveau groupe, désireux de travailler a immédiatement élaboré un programme de travail qu'il suivra, je l'espère", rapporte Laugier dans une lettre à ses parents du 26 mars 1911. Selon Texcier, Laugier a été avec lui l'auteur anonyme de ce *Manifeste des Étudiants Socialistes Révolutionnaires*, "appel palpitant et enthousiaste à la jeunesse", qui sera publié en brochure à couverture rouge et recevra les félicitations de Jaurès, Victor Basch et Alain. Quand on songe à l'itinéraire de Laugier, on ne peut s'empêcher de citer le passage sur le "rôle des intellectuels dans le socialisme" : "Le règne des savants a succédé au règne des poètes, et nul ne saurait nier la grande part qu'ont pris les intellectuels dans l'élaboration de la nouvelle doctrine. (...) Mais, à côté de ce rôle théorique, un autre rôle leur incombe, c'est le rôle pratique d'éducateur et de vulgarisateur"<sup>15</sup>.

En 1913, Laugier succède à Texcier au secrétariat. "J'ai eu à ce titre à organiser dans notre rayon la propagande contre les projets militaires, écrit-il à ses "chers Africains" au printemps 1913 ; cela m'a donné un surcroît de travail considérable, correspondance, lettres, visites, démarches auprès des journaux, des députés, des professeurs, organisation de meetings (le meeting du Panthéon dont vous avez entendu parler sans doute), de pétitionnement, etc.". Il apparaît en effet comme un des principaux animateurs étudiants de la campagne contre la "loi des trois ans" sur l'allongement du service militaire lancée le 13 mars par une pétition publiée dans *L'Humanité*, et que signent de grands intellectuels de gauche comme Anatole France, Paul Langevin, Charles Seignobos, Charles Andler, Célestin Bouglé. Cette pétition se

<sup>12</sup>Yolande Cohen, "Avoir vingt ans en 1900. A la recherche d'un nouveau socialisme", *Le Mouvement social*, n° 120, cité, pp. 11-29.

<sup>13</sup>Arch. Laugier n° 25a, *Annuaire de l'Association amicale des anciens élèves de l'ENS*, 1958, p. 50.

<sup>14</sup>Voir Jean Texcier. *Un homme libre, 1888-1957*, Paris, Albin Michel, 1960, pp 23-32 ; Jean Maitron (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, cité, tome 42, 1992, notice "Jean Texcier", pp. 107-109 ; Christophe Prochasson, *Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français, 1900-1920*, thèse Paris I, 1989 ; Gilles Le Béguec, *L'Entrée au Palais-Bourbon. Les filières privilégiées d'accès à la fonction parlementaire (1919-1939)*, thèse d'Etat, Paris X, 1989.

<sup>15</sup>Jean Texcier, "La commémoration de Jean Jaurès au Panthéon", *Le Vétéran socialiste*, novembre 1952, cité in Jean Texcier, pp. 29-31.

double de ce que Laugier appelle dans sa lettre une pétition des universitaires rédigée "en termes tellement modérés que tout le monde peut la signer", et lancée notamment par Michel Alexandre en direction des milieux étudiants. Laugier semble avoir pris, au nom du groupe, une part active à cette action, qui recueillera plus de trois cents signatures, surtout à la Sorbonne (en lettres et en sciences) et à l'ENS<sup>16</sup>. Mobilisé pour le service militaire, il laisse ensuite son poste de secrétaire à Marcel Prenant<sup>17</sup>.

Après cette date, nous n'avons pu trouver aucune trace d'une adhésion formelle au parti socialiste. Mais cette expérience l'a marqué profondément et, à travers elle, on peut reconstituer son état d'esprit et ses partis-pris idéologiques à la veille de la guerre. Profondément marqué par l'humanisme de Jaurès, mais aussi, comme il le dit dans une de ses lettres de 1913, par un pacifisme et un antimilitarisme tolstoïens, ce qu'il cherche dans le socialisme, c'est une conduite, une morale, autant qu'une idéologie. Détail révélateur, Laugier a été, comme l'indique cette même lettre, un des rares lecteurs d'un étrange "bréviaire laïque", le "Calendrier manuel des Serviteurs de la Vérité" imaginé par Paul Desjardins, le fondateur de l'Union pour l'action morale et la vérité et, en 1910, des Décades de Pontigny<sup>18</sup>. Mieux peut-être que les premières expériences professionnelles et politiques de Laugier, ce désir d'exercice spirituel fait de lui un héritier d'une éthique républicaine venue en ligne directe des grands combats des années 1880-1900.

### *Le tournant de la guerre : le "meurtre des élites"*

L'épreuve de la guerre vient heurter de plein fouet, comme toute sa génération, le jeune scientifique socialiste, mais, loin de radicaliser son antimilitarisme et son pacifisme sur des positions de défaitisme révolutionnaire, le rejet qu'elle provoque chez lui conforte au contraire un humanisme et un rationalisme qui le ramènent au réformisme et à un civisme profond.

On ne dispose sur ce tournant que de quelques "Lettres aux Africains" adressées du front de Champagne de 1914 à 1916 et de lettres à ses parents pour la période suivante où il est envoyé dans les Balkans<sup>19</sup>. Les premières "Lettres aux Africains" laissent entrevoir un Laugier gagné par un certain élan patriotique. "Pourvu que nous soyons vainqueurs !" écrit-il le 26 août 1914, soulignant le moral excellent des soldats, même s'il note, le 3 septembre, la démoralisation des flots de réfugiés. Dès le 6 décembre, le ton change. Laugier, qui n'entreverra le feu que comme médecin militaire, se plaint de la monotonie et de l'inutilité. Non qu'il rêve de "plaies et bosses", mais par civisme profond. "Je sais fort bien que si j'étais appelé à me battre je ferais 'mon devoir' comme chacun le fait, mais simplement pour la raison logique qu'ayant accepté les bénéfices et les avantages de la solidarité nationale, je dois en accepter aussi les charges et les devoirs, mais au fond je reste étranger à ces mouvements d'enthousiasme

---

<sup>16</sup>Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXe siècle*, Paris, Fayard, 1990, pp. 29-30.

<sup>17</sup>Marcel Prenant, *Toute une vie à gauche*, Paris, Encre-Editions, 1980, pp. 39-40. Selon Prenant, Lapique a présidé un meeting des ESR menacé par les Camelots du Roy (p. 43).

<sup>18</sup>Pierre Bertaux, "Paul Desjardins et le *Calendrier manuel des Serviteurs de la Vérité*", in *Paul Desjardins et les Décades de Pontigny*, études, témoignages et documents inédits présentés par Anne Heurgon-Desjardins, Paris, PUF, 1964, pp. 104-111.

<sup>19</sup>"Lettres aux chers Africains (1910-1916)", citées ; "Lettres à ses parents (1906-1919)", *Matériaux pour une biographie d'Henri Laugier*, n° 4.

patriotique qui conduisent les hommes à se détruire". Il ajoutera même en 1915 : "J'ai honte d'être de par ma profession presque complètement à l'abri du danger". La condamnation de la guerre, de plus en plus explicite, n'étonnera pas chez lui. Dès décembre 1914, il ne s'attend plus qu'à une longue guerre de tranchées, décrit l'épuisement de l'élan national et se révolte contre le bourrage de crânes, rejetant dos à dos le "déconcertant" manifeste nationaliste des intellectuels allemands (du 4 octobre 1914) et les absurdités antiwagnériennes de Paul Bourget, Frédéric Masson et Saint-Saëns : "Je voudrais bien croire que tout est atrocité chez les Allemands et tout héroïsme chez nous, mais je ne peux oublier que j'ai vu des turcos et des zouaves avec des têtes d'Allemands dans leur musette et des chapelets d'oreilles autour de leur taille".

Au bout de l'année 1915, "la plus épouvantable que l'humanité ait jamais vécue", la dénonciation de la guerre est totale. Admirant, non pas l'héroïsme ou "l'exaltation enthousiaste" de l'assaut, mais le courage quotidien d'affronter le froid, la boue, la faim, l'inaction, il compare la guerre à un "cataclysme naturel" dont les conséquences sont irréparables : "Je ne puis croire que les avantages que procurera une paix victorieuse, cette paix qui dit-on 'libérera le monde', soient suffisants pour équilibrer les désastres de toutes sortes qu'aura semés la guerre" (décembre 1915). La guerre, comme il l'écrit en 1916 est non seulement une "ère épouvantable de sang et de crimes", marquée par les millions de morts et les ruines matérielles, mais plus encore désorganisation morale et civique : "Rien ne fait prévoir qu'un pays puisse sortir de la guerre régénéré, si peu que ce soit" (lettre du 26 juin 1916). Son départ dans les Balkans, où il se conduira courageusement, n'altère pas cette critique, comme en témoignent ses lettres à ses parents. Elles le poussent au contraire, fervent lecteur de Barbusse, à remettre en cause le rôle des intellectuels, notamment des scientifiques.

C'est moins l'horreur de la guerre qu'il condamne que sa destruction de la rationalité sociale, rattachant cette condamnation à son projet idéologique d'un monde organisé par la science au service du progrès. La guerre est "le meurtre des élites", écrit-il en 1915, reprenant l'expression à Romain Rolland<sup>20</sup>. Ce qu'il lui reproche surtout, écrit-il dès décembre 1914, c'est d'être incapable "d'assurer à chacun son rendement maximum et de mettre partout le vrai homme à la vraie place". On retrouve ici en germe tout le discours qui inspirera le mouvement des Compagnons de l'Université nouvelle comme la théorie de la prophylaxie sociale chère à Edouard Toulouse. En ce sens, c'est bien la guerre qui conduit l'utopisme scientifique de Laugier d'une thématique révolutionnaire à une prospective plus complexe et plus modérée.

### **"La science au service des hommes"<sup>21</sup>**

Au lendemain de la guerre, Henri Laugier entame une trajectoire paradoxale, voire éclectique, comme on le lui reprochera, où se mêlent des activités scientifiques et politiques. De la fondation Thiers et des Compagnons de l'Université nouvelle au cabinet d'Yvon Delbos en 1925, son entrée dans les cercles dirigeants pose le problème

<sup>20</sup>Romain Rolland, "Le meurtre des élites", *Journal de Genève*, 14 juin 1915, repris dans *Au-dessus de la mêlée*, Paris, Ollendorf, 1915, pp. 138-150.

<sup>21</sup>Cf. Jean Roche, "Henri Laugier (1888-1973). Un citoyen au service de la science et la science au service des hommes", *Revue du Palais de la Découverte*, n° 7, avril 1973, pp. 14-25.

de la cohérence de son action. Contre l'irrationalité de la guerre se confirme pour lui l'idée que la science peut seule répondre aux problèmes humains. Entre ses recherches sur les applications de la physiologie, son engagement sur l'orientation et sur la sélection scolaires et professionnelles, son oeuvre d'organisation du travail scientifique, son action politique et gouvernementale, se profile le dessein, hérité en droite ligne du XIXe siècle, de mettre la "science républicaine" au service de la construction d'une démocratie moderne.

*La sélection des meilleurs : de la fondation Thiers aux Compagnons de l'Université nouvelle*

En 1919, à sa démobilisation, Laugier entre à la fondation Thiers où il restera jusqu'en 1921. Déterminant pour sa carrière scientifique, ce séjour l'est aussi pour son intégration à de nouveaux réseaux politico-culturels de l'après-guerre. Lié à quelques pensionnaires de sa propre promotion (Pierre Audiat, Arthur Loth, Jean Pommier), c'est parmi les aînés qu'il fait trois rencontres décisives, celles de Jean-Marie Carré, un des fondateurs du mouvement des Compagnons de l'Université nouvelle, pensionnaire en 1912-1914 puis en mars 1919-janvier 1920, celle d'André Ganem (promotion 1914), qui deviendra son meilleur ami, et celle d'Emile Bouvier (promotion 1912) par lequel il rencontrera sans doute Yvon Delbos<sup>22</sup>. Comme Bouvier, futur membre de la délégation française à la SDN, André Ganem, d'abord correspondant du *Temps* à Berlin, puis haut fonctionnaire de la SDN proche d'Alexis Léger et véritable "éminence grise du Quai d'Orsay", sera l'un des principaux introducteurs de Laugier dans le monde de la "coopération intellectuelle".

Sur le plan scientifique, ce séjour dans une des rares institutions où il est possible de faire de la recherche sans enseignement permet à Laugier d'achever son doctorat de sciences tout en réintégrant l'équipe de Lapique à la Sorbonne, comme préparateur de physiologie générale, puis, à partir de 1923, comme chef de travaux. Mais, en 1923, il opère aussi un virage radical en entrant, comme chef du laboratoire de physiologie appliquée à la prophylaxie et à l'hygiène mentale à l'hôpital Henri-Rousselle, dans le groupe interdisciplinaire créé en 1922 à Sainte Anne par Edouard Toulouse, où il retrouve Henri Piéron, qui accède alors au Collège de France, et rencontre Jean-Marie Lahy, qui anime les recherches "psychotechniques" sur la psychophysiologie du travail.

L'entrée chez Toulouse est capitale pour faire passer Laugier de la physiologie à ses applications sociales et l'intégrer au "monde de la science utopique de l'après-guerre"<sup>23</sup>. La haute figure de ce psychiatre, consultant de Zola et d'Artaud, a été peu étudiée, alors qu'il contribue, dans la lignée de Charcot, à un profond renouvellement de la psychiatrie française, jusque là hostile à la psychologie expérimentale et à l'approche physiologique, en se faisant, plus que Charles Richet, le théoricien de la "prophylaxie sociale". Avec Toulouse, on passe d'une psychiatrie de l'hérédité et de la dégénérescence à une psychiatrie organo-dynamique, d'un hygiénisme de la décadence (Gobineau) à un hygiénisme progressiste, de la psycho-pathologie aux recherches sur

---

<sup>22</sup>Cf. *Biologie et développement*, p. 9-10 et Arch. Laugier n° 57, lettre de Raymond Polin et anciens annuaires de la Fondation Thiers.

<sup>23</sup>William H. Schneider, cité, p. 11.

l'homme normal, notamment au travail<sup>24</sup>. Dès 1918, il obtient la création du Comité national d'Hygiène mentale et il fonde en 1920 la Ligue Française d'Hygiène mentale, dont Henri Laugier, entré au comité de rédaction de *La Prophylaxie mentale*, sera un animateur dans les années trente. C'est des travaux de Toulouse sur l'étude des types humains, sur l'évaluation scientifique des facultés intellectuelles, que procèdent en bonne part les recherches psychophysiologiques de Laugier, notamment sur l'orientation professionnelle ou sur la biotypologie<sup>25</sup>.

C'est la même idéologie de la sélection et de l'orientation, ranimée par l'expérience de la guerre, celle du brassage social comme du "meurtre des élites", qui explique l'engagement d'Henri Laugier dans le mouvement des Compagnons de l'Université nouvelle<sup>26</sup>. Centrée sur le mot d'ordre de l'école unique, l'idéologie des Compagnons, si tant est que cela en soit une, doit s'analyser non en termes existentiels mais replacée dans son contexte, celui de la renaissance après-guerre de la querelle scolaire au lendemain de la victoire de la droite nationale et conservatrice. L'idée de l'école unique remonte pour beaucoup à l'utopie pédagogique fin-de-siècle qui attend de l'école un processus d'égalisation des chances et de sélection démocratique des élites et qu'on retrouve aussi bien dans le discours socialisant des Universités populaires que dans le rêve de "commune culture" d'un Paul Desjardins. Mais la guerre vient ici donner un sentiment d'urgence au problème de la réforme scolaire et il y a comme une inspiration péguyste dans ce groupe de jeunes professeurs mobilisés à Compiègne en 1917 qui forment le noyau originel des Compagnons. Parmi les signataires de leur premier article-manifeste, publié dans *L'Opinion* du 9 février 1918, se côtoient des laïques comme Hippolyte Luc, futur Directeur de l'Enseignement technique en 1935, ou le germaniste socialisant Edmond Vermeil et des chrétiens comme Jacques Duval, qui sera professeur à la Faculté catholique, et surtout Jean-Marie Carré, futur grand spécialiste de littérature comparée et grand résistant catholique pendant la Seconde guerre mondiale<sup>27</sup>. Formés en association en avril 1919, dotés d'un organe lorsqu'ils rachètent un mensuel en faillite, *Solidarité*, leur doctrine, résumée dans le rapport d'Alfred Girard au Congrès de 1919 de la Ligue de l'Enseignement et développée dans deux cahiers intitulés *L'Université nouvelle* en 1918 et 1919, fait explicitement de l'école unique "un moyen de sélectionner l'élite"<sup>28</sup>.

Les Compagnons rencontrent d'abord un écho grandissant, mais recrutent essentiellement à gauche, rejoints en 1920 par Louis Lopicque, Paul Langevin, Jean Perrin, Yvon Delbos, rédacteur à *La Dépêche de Toulouse*, par Albert Bayet en 1921. En se politisant le mouvement s'essouffle, alors même que les thèmes soulevés par lui

---

<sup>24</sup>Sur Toulouse, outre Schneider, voir Elisabeth Roudinesco, *Histoire de la psychanalyse en France*, tome 1, Paris, Seuil, 1986, p. 197 et pp. 227-228.

<sup>25</sup>Suzanne Pacaud, "Henri Laugier (1888-1973)", *Le Travail humain*, tome 36, n° 2, pp. 193-196.

<sup>26</sup>Cf. : Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967*, Paris, Armand Colin, 1968, pp. 405-432 ; John E. Talbot, *The Politics of Educational Reform in France, 1918-1940*, Princeton, Princeton University Press, 1969, pp. 34-64.

<sup>27</sup>Christophe Charle, *Les Professeurs de la Faculté des lettres de Paris. Dictionnaire biographique 1909-1939*, vol. 2 Paris, INRP/Ed. du CNRS, 1986, notice "Jean-Marie Carré", pp. 51-53 ; Charles-Edward Perrin, "Témoignage d'amitié", in *Connaissance de l'étranger. Mélanges offerts à la mémoire de Jean-Marie Carré*, Paris, Marcel Didier, 1964.

<sup>28</sup>*L'Université nouvelle*, tome 1, *Les Principes* et tome 2, *Les Applications de la doctrine*, Paris, Fischbacher, 1918-1919.



entrent dans le débat public<sup>29</sup>. C'est alors, en février 1921, que Laugier le rejoint et entre au Comité directeur. Il a connu Carré à la fondation Thiers, mais son mentor Lapique, très actif aux Compagnons (il publie un article sur la sélection du personnel de recherche scientifique dans *Solidarité* du 15 janvier 1921), n'est sans doute pas étranger à cette adhésion.

Mettant au service des Compagnons des talents d'organisateur expérimentés avant-guerre aux étudiants collectivistes, Laugier propose en avril 1921 une "campagne d'opinion" et, devenu "délégué à la propagande", prépare une grande réunion publique sur "l'égalité de tous devant l'enseignement" où il obtient la participation, en février 1922, des ténors de la bataille laïque et de la réforme scolaire, Ferdinand Buisson, alors président de la Ligue des droits de l'homme, Emile Borel, Yvon Delbos, Paul Painlevé et même Edouard Herriot. En juillet 1922 aura lieu une autre réunion, avec Léon Blum, sur l'école unique. On sait que ce succès relance le mouvement des Compagnons, désormais doté d'une équipe solide et d'une caisse de propagande, bientôt d'un organe trimestriel quand *Solidarité* devient en 1926 *L'Université nouvelle*. On a moins souligné que l'action de Laugier préfigure en quelque sorte un Cartel des gauches intellectuel, tant par son éventail politique allant des radicaux aux socialistes, que par la place importante qu'y tiennent des scientifiques préoccupés d'organiser politiquement la recherche et de régénérer la société par l'éducation, tels que Jean Perrin ou Paul Langevin, qui lui succédera à la tête des Compagnons en 1929. Plus encore, c'est en grande partie à Laugier qu'on doit de voir le combat des Compagnons associer au thème de l'école unique celui de la sélection des meilleurs par le recrutement démocratique de l'élite, selon une inspiration qui, par-delà les travaux de la commission de l'école unique, trouvera écho dans les réformes avortées de 1926, dans celles de Jean Zay en 1936, voire dans le plan Langevin-Wallon.

#### *Le savant comme expert : de l'expérience Delbos à l'organisation de la science*

Le Cartel des gauches vient de l'emporter en avril 1924 et la réforme scolaire fait partie des priorités du nouveau gouvernement. Le ministre de l'Instruction publique François-Albert crée une Commission de l'école unique, présidée par Ferdinand Buisson puis par Anatole de Monzie, où entre Laugier, au titre des Compagnons, à côté de Paul Langevin, rédacteur du rapport final de 1926, et de Jules Fontegne. Reprises devant la sous-commission de l'orientation et de la sélection de la commission parlementaire de l'école unique, ses propositions visent à rationaliser le recrutement des élèves du secondaire selon trois critères : le livret scolaire, l'examen, les tests. En 1926, à l'Instruction publique, Herriot tentera de faire passer certaines de ces propositions, mais la réforme échouera, non seulement devant l'opposition de la droite, notamment chrétienne, mais aussi devant la rivalité entre les instituteurs et les professeurs du secondaire. En se contentant d'étendre la gratuité, le débat évacuera les questions chères à Laugier de la sélection et de l'orientation.

Mais il est lancé et c'est à l'impact de la campagne des Compagnons qu'il doit son entrée parmi les décideurs de la science et de l'éducation sous la figure du savant-expert. Il devient en 1925 directeur de cabinet d'Yvon Delbos, nommé en février sous-

---

<sup>29</sup>Ludovic Zoretti, *Education, un essai d'organisation démocratique*, Paris, Plon, 1918 ; Paul Lapie (sous pseudonyme), "Esquisse d'une réforme générale de notre enseignement national", *Revue pédagogique*, 1922 ; Léon Brunschvicg, *Un Ministère de l'Éducation nationale*, Paris, Plon, 1922.

secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique et aux Beaux-Arts, puis en octobre-novembre ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts dans le ministère Painlevé. Remontant à l'après-guerre, au moins à 1921 et aux Compagnons, peut-être même à 1919, quand Laugier se lie à Emile Bouvier, ami de Delbos depuis la khâgne, leur rencontre débouche sur une amitié profonde, alimentée par leur goût commun pour la gastronomie et l'art moderne<sup>30</sup>. Journaliste depuis 1911, fondateur en 1919 de *L'Ere nouvelle*, un des meilleurs journaux radicaux, puis éditorialiste politique de *La Dépêche de Toulouse*, Delbos, qui vient d'être élu député de la Dordogne, apparaît comme un des jeunes espoirs de la gauche du parti radical, dont il est vice-président. Il est plus difficile de mesurer la relation politique que Laugier, encore proche des milieux socialisants, entretient avec lui. Après cette première expérience de 1925, se plaignant par ailleurs de l'évolution conservatrice de Delbos, il ne le retrouvera que quand celui-ci, après les avoir plusieurs fois refusées, acceptera des responsabilités ministérielles de 1936 à 1939<sup>31</sup>.

Au cabinet de Delbos, où entre aussi André Ganem, comme chef du secrétariat particulier, Laugier a surtout contribué, en liaison avec Henri Piéron, à faire avancer la réorganisation des sections scientifiques de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, notamment de la IIIe section qui aboutit à la création du laboratoire d'Henri Wallon. Après la chute du ministère Painlevé, il conserve cette fonction d'expertise publique en devenant un membre incontournable de nombreuses commissions institutionnelles, parlementaires ou ministérielles instituées en vue des réformes universitaires (école unique, PCN, licence et doctorat ès sciences), du Comité consultatif de l'enseignement supérieur (1925), de la Commission d'orientation professionnelle au ministère de l'Instruction publique (1927), de la commission scientifique chargée d'étudier la physiologie des athlètes aux J.O. d'Amsterdam (1928).

Dès la fin des années 1920, c'est la même inspiration d'une science appliquée aux besoins d'une société moderne et démocratique qui guide les interventions du savant Laugier en matière d'organisation de la science. Par delà les soucis de carrière, il y a une cohérence idéologique dans sa participation à la création de l'INOP, son enseignement au CNAM, sa contribution à l'élaboration d'une "science du travail". En 1928, Henri Piéron, qui le connaît depuis l'avant-guerre, fait appel à lui et à Jules Fontegne, professeur d'orientation professionnelle à Strasbourg et autre membre des Compagnons, pour fonder l'Institut national d'orientation professionnelle. La création de l'INOP marque en quelque sorte la reconnaissance officielle d'une psychologie scientifique, telle que Piéron la développe après Binet et Toulouse, qui se détache de la tutelle de la philosophie pour se constituer, sur le modèle des sciences expérimentales, en discipline indépendante fondée sur les méthodes quantitatives d'évaluation des facultés intellectuelles. Elle est surtout un tournant dans l'histoire de l'orientation professionnelle, détachée depuis 1922 du ministère du commerce et de l'industrie pour être rattachée au sous-secrétariat d'Etat à l'enseignement technique dépendant du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Elle est une des premières réponses institutionnelles proprement "françaises" au défi du taylorisme et du modèle américain et, en refusant de dissocier, d'une part l'orientation de la sélection, d'autre part

---

<sup>30</sup>Arch. Laugier n° 86, lettre de Bernard Lachaise, mentionnant la correspondance Bouvier-Delbos. Cf. Bernard Lachaise, *Yvon Delbos*, Périgueux, Fanlac, 1993.

<sup>31</sup>Arch. Laugier n° 3, lettre à Jean Coulomb, 1927.

l'orientation scolaire de l'orientation professionnelle, elle rejoint tout un mouvement qui, des Compagnons aux tenants de l'éducation nouvelle, tout en proposant des mesures contre la crise endémique de l'apprentissage (loi Astier de 1919, taxe d'apprentissage de 1925), cherche à remonter aux racines de l'inégalité sociale pour définir les règles d'une organisation scientifique du travail<sup>32</sup>.

La carrière proprement scientifique de Laugier connaît une accélération qui le propulse à une série de postes-clés, mais en même temps marginaux par rapport aux grandes institutions universitaires et de recherche. Directeur du laboratoire d'organisation physiologique du travail à l'École Pratique des Hautes Études, il apparaît comme le successeur désigné de Lapique, chez qui il est nommé maître de conférences en 1929, mais il n'accédera qu'en 1935 au poste de professeur sans chaire. La même année, il devient professeur de physiologie du travail, hygiène industrielle et organisation professionnelle au Conservatoire National des Arts et Métiers, nomination d'autant plus importante que cette "Sorbonne des classes laborieuses" constitue un lieu symbolique et stratégique essentiel de rencontre et d'expérimentation entre intellectuels et mouvement social<sup>33</sup>. Cette chaire qu'il rend prestigieuse va lui servir de base pour une recherche indépendante, associant la physiologie du travail, l'orientation professionnelle et la biotypologie. Lorsqu'il fonde en 1932, avec Henri Piéron et Dagmar Weinberg, la Société de biotypologie, puis en 1933, avec Jean-Marie Lahy, la revue *Le Travail humain*, il s'agit bien pour lui, sur l'héritage de Toulouse comme de la statistique sociale, d'ouvrir un nouveau champ d'étude scientifique des "types humains", des corrélations entre les caractères morphologiques, physiologiques, psychologiques, des applications aux diverses branches, normales et pathologiques, de l'activité humaine<sup>34</sup>. En 1933, enfin, Laugier est appelé par Raoul Dautry, alors directeur du Réseau de l'État, au laboratoire de psychotechnique de la gare Saint-Lazare, transféré à Viroflay en 1937, dont il fera le bastion des recherches biométriques.

### *La "science républicaine"*

Cette fonction de savant-expert, à la charnière de la recherche et l'administration, fait entrer Laugier de plain-pied dans le débat sur la rationalisation et "l'organisation scientifique du travail" qui traverse tout l'entre-deux-guerres.

Dès avant 1914, le débat sur le réformisme avait pris en France quelques traits spécifiques, en particulier l'opposition au taylorisme, théorisée par toute l'"école française" de psychotechnique (Lahy surtout, mais aussi Toulouse, Laugier, Piéron), et l'insistance sur les conséquences sociales de la rationalisation, impliquant donc, pour parer à toute alternative révolutionnaire, la nécessaire collaboration entre le patronat, le

---

<sup>32</sup>Michel Huteau et Jacques Lautrey, "Les origines et la naissance du mouvement d'orientation", *L'Orientation scolaire et professionnelle*, n° 1, 1979, pp. 3-43 ; Francis Danvers, "Pour une histoire de l'orientation professionnelle", *Histoire de l'éducation*, n° 37, janvier 1988, pp. 3-15.

<sup>33</sup>Claudine Fontanon, "L'introduction des sciences sociales au Conservatoire national des Arts et métiers", in "Intellectuels engagés d'une guerre à l'autre", *Cahiers de l'IHTP*, n° 27, printemps 1994.

<sup>34</sup>E. Schneider, "Henri Laugier et la Société de Biotypologie", *Biotypologie*, XVIII 1-2, mars-juin 1957, pp. 1-9. Philippe Resche-Rigon, "50 ans de *Travail humain*. Histoire d'une revue : évolution d'une discipline", *Le Travail humain*, tome 47, n° 1, 1984, pp. 5-17.

monde ouvrier, mais aussi la science et l'Etat<sup>35</sup>. Relancé dans les années 1920 par l'expérience de la mobilisation industrielle, relayé par la grande presse qui s'interroge sur le modèle américain, ce débat se développe après l'échec du Cartel des Gauches dans de nouveaux lieux de dialogue comme l'Association française pour le progrès social, fondée en 1926 par Albert Thomas, devenu en 1919 directeur du BIT, d'où il anime la réflexion collective sur la politique sociale (Congrès international de 1924) et sur l'organisation scientifique du travail en Europe (rapport de Paul Devinat en 1927)<sup>36</sup>. A la fois forum et groupe de pression, l'AFPS met en présence non seulement les syndicalistes (Jouhaux) et une nouvelle génération patronale (Peyerimhoff, du Comité des houillères, Duchemin, de la Confédération Générale du Patronat Français), mais aussi des journalistes comme André François-Poncet et des intellectuels tels que Mario Roques, Célestin Bouglé, Charles Rist, François Simiand<sup>37</sup>. En intégrant une réflexion sur l'éducation, notamment l'enseignement technique et le logement, la politique familiale, la prise en compte de la dimension sociale de la rationalisation débouche sur le problème de la modernisation de l'Etat. Là commencent les divergences. La République moderne prônée par un André François-Poncet (*Réflexions d'un républicain moderne*, 1925) sera-t-elle le résultat de la "réforme de l'Etat", revendiquée par Ernest Mercier ou André Tardieu, derrière laquelle se profile un Etat patronal contrôlé par les élites, ou le produit d'un mouvement parallèle de modernisation et de démocratisation ? Il nous semble en effet que s'opposent deux courants dans ce débat sur l'organisation "rationnelle" ou "scientifique" du travail. Le premier, d'inspiration technocratique, voire corporatiste ou étatique, assez bien représenté par un Raoul Dautry, homme-clé des chemins de fer puis de l'Armement, donne le pouvoir aux experts pour assurer l'harmonie, l'ordre et la discipline<sup>38</sup>. Le second, marqué au sceau d'un humanisme rationaliste, pourrait se définir comme celui de la "science républicaine".

Nous n'avons pu, en l'état actuel de nos recherches, attester la participation directe d'Henri Laugier à ces structures de dialogue, qu'il s'agisse de l'AFPS ou des institutions genevoises, mais il est trop lié à des hommes comme Jouhaux ou, du côté de la SDN, Emile Bouvier, Henri Bonnet, pour que cette piste ne soit pas à souligner. Il a travaillé avec Dautry en 1933, puis derechef en 1939-1940 quand celui-ci sera ministre de l'Armement. De même, la Société de Biotypologie, en la personne de son président le docteur Martinez, est partie prenante à la création en 1936, lors d'une décade de Pontigny, du Centre d'étude des problèmes humains d'Alexis Carrel, où se retrouvent les tenants de cette vision technocratique, notamment influencés par le mouvement X-Crise ou le courant "Révolution constructive" de Georges Lefranc, et les planistes de la CGT<sup>39</sup>. Enfin, les fondations américaines (Ford, Carnegie) ont apporté leur soutien aux

---

<sup>35</sup>Aimée Moutet, "Les origines du système de Taylor en France. Le point de vue patronal (1907-1914)", *Le Mouvement social*, n° 93, octobre-décembre 1975, pp. 15-49 ; Georges Ribeill, "Les débuts de l'ergonomie en France à la veille de la Première Guerre mondiale", *Le Mouvement social*, n° 113, octobre-décembre 1980, pp. 3-36.

<sup>36</sup>B. W. Schaper, *Albert Thomas. Trente ans de réformisme social (1894-1932)*, Paris, PUF, 1960.

<sup>37</sup>Martin Fine, "Un instrument pour la réforme : l'Association française pour le progrès social (1927-1929)", *Le Mouvement social*, n° 94, janvier-mars 1976, pp. 3-29.

<sup>38</sup>Rémi Baudouï, "Raoul Dautry, la conscience du social", *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 15, juillet-septembre 1987, pp. 45-58. Cf. aussi Rémi Baudouï, *Raoul Dautry, 1880-1951. Le technocrate de la République*, Paris, Balland, 1992.

<sup>39</sup>Giuliana Gemelli, "L'Ecole Polytechnique e i suoi profeti", *Rivista di storia contemporanea*, n° 2, 1986, p. 249. Mais Laugier dénoncera la fondation par Carrel de l'Institut pour l'étude de l'homme sous Vichy : Henri Laugier, "Connaissance de l'homme et organisation des sociétés", *Cahiers antiracistes*, tome 1, n° 4, février 1944.

recherches sur l'organisation du travail tant de l'OIT que de l'AFPS et c'est comme membre de la Commission française pour l'Enquête Carnegie sur les examens et concours (1936-1938) qu'Henri Laugier a mené avec Dagmar Weinberg ses enquêtes sur le baccalauréat (*La correction des épreuves écrites dans les examens*, Paris, La Maison du Livre, 1936) et sur la "sélection rationnelle" (*Recherches sur la solidarité et l'indépendance des aptitudes intellectuelles*, Paris, Chantenay, 1938). Le cas de ces enquêtes Carnegie nous semble précisément révélateur de ce qui distingue la "science républicaine" d'un Laugier, préoccupé des procédures démocratiques de formation des élites, à la fois de l'utopie technocratique des partisans de la "réforme de l'Etat" et d'une lecture révolutionnaire attendant de la lutte des classes l'avènement d'une société rationnelle. Peut-être faudrait-il même y voir une piste pour expliquer ses divergences et ses rivalités avec la "droite savante", représentée par un Yves Rocard, comme avec la gauche proche du Parti communiste, tant Jean-Marie Lahy que Paul Langevin, Henri Wallon, Henri Mineur ou Marcel Prenant.

Pour Laugier, comme pour Jean Perrin, rêvant le 14 juillet 1935, dans son discours du Comité national de Rassemblement populaire, à "cette cité meilleure qui devient possible grâce à la Science", c'est la science en elle-même qui est libératrice. C'est dans un "Plaidoyer pour l'esprit d'utopie" prononcé en 1942, que Laugier nous donne la quintessence de cette foi scientifique<sup>40</sup>. Le progrès social, la coopération intellectuelle et la paix procèdent presque naturellement non seulement des conquêtes économiques nées des découvertes scientifiques, mais d'une pédagogie de la science et d'une confiance dans le génie créatif (artistique aussi bien que scientifique) telles qu'elles s'exprimeront par exemple pour lui en 1937 dans le Palais de la Découverte. L'idée que la science peut seule répondre aux problèmes humains comporte deux versants. D'un côté, une exaltation, héritée du XIX<sup>e</sup> siècle, du pouvoir de la science, de l'autre, une vision dynamique, voire vitaliste, de la société, qui fait de Laugier le continuateur des théories de la mobilité sociale du début du siècle opposant les tenants du darwinisme social et de l'eugénisme (Galton) aux philosophes sociaux et sociologues, notamment durkheimiens, partisans du rôle prépondérant du milieu. Les travaux de Laugier, comme ceux de Toulouse, Piéron, Lahy, proposent une sorte de voie médiane, empruntant à la statistique sociale et à la méthode quantitative les moyens de mesurer l'homme pour rationaliser l'intervention humaine en partant de données objectives<sup>41</sup>.

S'il faut admettre avec Jean-François Picard que la méfiance l'a longtemps emporté dans la relation entre logique étatique et logique scientifique, il nous semble qu'Henri Laugier, loin d'être un isolé, est représentatif d'une communauté scientifique qui a accepté et même souhaité l'intervention de l'Etat, voire l'interpénétration entre la République et la Science, en faisant de la science un élément de la puissance nationale<sup>42</sup>. En ce sens, le premier patron du CNRS est fondamentalement l'héritier d'une tradition républicaine qu'on peut faire remonter non seulement à la "mobilisation

---

<sup>40</sup>"Plaidoyer pour l'esprit d'utopie", conférence du 11 février 1942, Montréal, in *Combat de l'exil*, Montréal, Ed. de l'Arbre, 1944, pp. 90-115.

<sup>41</sup>Cf. "La sociologie française dans l'entre-deux-guerres", études et documents réunis par Philippe Besnard, *Revue française de sociologie*, XXVI-2, mars-avril 1985, notamment Johan Heilbron, "Les métamorphoses du durkheimisme", pp. 203-237 et Alain Desrosières, "Histoires de formes : statistiques et sciences sociales avant 1940", pp. 277-310.

<sup>42</sup>Harry W. Paul, *From Knowledge to power. The rise of the science empire in France, 1860-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

scientifique" du temps de guerre (G. Urbain, P. Langevin, J. Perrin) et aux réseaux noués par Albert Thomas dès 1900 (F. Simiand, J. Godart), mais même à la fin du XIXe siècle et aux figures des "savants ministres" qui se sont succédés, de Marcelin Berthelot dans le ministère Waldeck-Rousseau à Paul Painlevé, ministre et président du Conseil pendant la guerre et de nouveau ministre dans les années 1920, Emile Borel (l'auteur de la taxe Borel de 1924), ministre de la Marine du Cartel des Gauches, Jean Perrin, sous-secrétaire d'Etat à la recherche scientifique en 1936<sup>43</sup>. Et la politique de la science du Front populaire est moins la marque d'une innovation radicale que le produit d'une idéologie réformiste fin-de-siècle, qui a imaginé l'intégration à l'appareil étatique des découvertes de la statistique sociale et de la psychologie scientifique, avec l'Office du travail dès 1891, l'INOP en 1928, l'Office de statistique administrative en 1930, et qui continue de pénétrer les milieux intellectuels au moins autant que les modernisations culturelles revendiquées par l'avant-garde ou les tenants de la révolution.

### **L'engagement des années 1930**

En choisissant des responsabilités publiques, Henri Laugier choisit un mode d'intervention politique discrète, qui tient à la fois à sa personnalité, aux fonctions qu'il a occupées et surtout au type de sociabilité politique très particulier, en fait propre au radicalisme et aux milieux républicains de l'entre-deux-guerres, dans lequel s'exerce son action. Plusieurs savants, de Borel à Perrin, sont directement entrés dans la sphère parlementaire ou gouvernementale, d'autres ont milité très ouvertement, en particulier à la SFIO et au PCF. En dehors de ses activités professionnelles (commissions de réforme) ou de sa participation au cabinet Delbos, d'ailleurs interrompue de 1925 à 1936, l'expression publique de Laugier se manifeste dans une série d'associations et de réseaux qui apparaissent néanmoins comme autant d'instruments de diffusion de cette idéologie rationaliste et républicaine. Moins grand commis qu'éminence grise, on serait assez tenté de comparer le rôle de Laugier dans l'organisation de la science à celui d'un Georges Huisman sur le plan artistique. Liés par des amis communs (Henri Bonnet, Emile Bouvier), grands collectionneurs d'art moderne, ils oeuvreront ensemble à l'Exposition de 1937 et la conception que Georges Huisman, directeur des Beaux-Arts de 1934 à 1940, se fait de l'Etat-mécène est fort similaire à celle d'Henri Laugier, premier directeur du CNRS<sup>44</sup>.

#### *La nébuleuse républicaine*

En 1927, Laugier est un des signataires de la pétition contre la loi Paul-Boncour sur "l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre". Votée le 3 mars en pleine euphorie de l'"esprit de Genève", cette loi rappelait trop la mobilisation idéologique et le bourrage de crânes pour ne pas susciter la condamnation des milieux pacifistes. Suivant la protestation de son disciple Michel Alexandre dans les *Libres propos* du 20 mars, Alain réagit dans le numéro d'*Europe* du 15 avril qui comporte une pétition de 160 noms parmi les plus importants de la gauche universitaire et

<sup>43</sup>Marie-Jo Nye, "Science and Socialism : the Case of Jean Perrin in the Third Republic", *French Historical Studies*, n° 9, 1974, pp. 141-169.

<sup>44</sup>Georges Huisman *par quelques-uns de ses amis*, s.l.n.d. (1960). Cf. aussi Pascal Ory, *La Politique culturelle du Front populaire français (1935-1938)*, Thèse Paris X, 4 vol., 1990.

intellectuelle, et qui sera suivie d'une seconde liste, celle où figure Laugier, dans *Europe* du 15 mai, puis d'une liste autonome d'une cinquantaine de normaliens<sup>45</sup>. Isolée, mais révélatrice, cette signature peut contribuer à situer Laugier sur l'échiquier politique comme à caractériser son mode d'intervention. Moins socialiste que Perrin et plus à gauche que Delbos, Laugier est moins homme de pétitions ou de tribunes que de salons. Ce n'est guère du côté des structures militantes qu'il faut chercher sa trace, même si ses choix, notamment au moment de l'antifascisme, sont clairs et rapides, mais plutôt du côté des réseaux associatifs, méta-politiques, caractéristiques d'un milieu d'intellectuels, notamment de scientifiques, qui refusent l'adhésion à un parti organisé.

On peut désigner comme "nébuleuse républicaine" ce tissu socio-politique, moins socialisant sans doute, malgré son ouverture aux socialistes modérés (Albert Thomas), que radicalisant, dans la mesure où le parti radical, moins structuré que la SFIO et plongé dans une crise d'identité, représente paradoxalement pour quelques jeunes intellectuels ("génération réaliste", jeunes Turcs) un espoir de renouveau de l'idéal républicain. De cette nébuleuse pourrait être exemplaire, dès les années 1920, la Ligue de la République étudiée par Gilles Le Béguec, moteur de la constitution du Cartel des gauches mais surtout laboratoire d'idées et structure de propagande, où se retrouvent tous les grands noms de la gauche universitaire<sup>46</sup>. Mais il faudrait citer aussi des organisations aux vocations variées, telles que la Ligue des Droits de l'Homme, la Ligue de l'enseignement, parmi lesquelles on retrouve, d'un bout à l'autre de l'entre-deux-guerres, les mêmes noms, notamment parmi les scientifiques, Paul Appell, recteur de Paris, fondateur de la Cité universitaire, mais aussi président de l'Association française pour l'avancement des sciences, président de l'Association française pour la SDN, Emile Borel, député et ministre, président de la Fédération des associations françaises pour la SDN, président de la Confédération des travailleurs intellectuels, Paul Langevin, Henri Piéron, Henri Wallon, dirigeants de la Société française de pédagogie et du Groupe français d'éducation nouvelle, etc.

C'est dans ce tissu, à la limite du social, de l'idéologique et du professionnel qu'est inséré Laugier, même si, en dehors de la maçonnerie et de l'Union rationaliste, on ne trouve guère de traces de ses appartenances, sinon à l'Association française pour l'avancement des sciences et au Centre international de Synthèse. C'est cette collaboration avec Henri Berr qui le conduit à participer à l'expérience de l'*Encyclopédie française*, lancée par Anatole de Monzie en 1932 au Congrès international de l'éducation nouvelle de Nice et dirigée par Lucien Febvre. Membre du comité directeur de l'entreprise, Laugier pilotera la mise au point du tome VIII de l'*Encyclopédie française*, publié sous la direction de son assistante Dagmar Weinberg. Cette entreprise intellectuelle mériterait une étude exhaustive, à la fois comme symptôme de la renaissance de l'encyclopédisme et comme exemple de réseau politico-culturel fonctionnant d'ailleurs à l'échelle internationale<sup>47</sup>.

---

<sup>45</sup>*Europe*, 15 mai 1927, p. 88. Signalé par Nicole Racine. Sur la campagne contre la loi Paul-Boncour, voir Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXe siècle*, Paris, Fayard, 1990, pp. 79-81.

<sup>46</sup>Gilles Le Béguec, "La Ligue de la République (1921-1924)", *Modern and Contemporary France*, n° 39, October 1989, pp. 4-11.

<sup>47</sup>Cf. Giuliana Gemelli, "L'*Encyclopédie française* e l'organizzazione della cultura nella Francia degli anni trenta", *Passato e presente*, n° 11, 1986, pp. 57-89 et "Communauté intellectuelle et stratégies institutionnelles : Henri Berr et la fondation du Centre international de synthèse", *Revue de synthèse*, t. CVIII, n° 2, p. 255.

Il y a de l'anticonformisme dans le Laugier politique au moins autant que dans le Laugier amateur d'art. On sait le rôle de l'art contemporain dans sa vie, son ouverture à l'avant-garde, sa passion bibliophilique. On sait aussi qu'il mettra ces goûts audacieux au service de ses projets scientifiques et politiques, par exemple dans sa participation à l'édification du Palais de la Découverte comme synthèse de la science et de l'art modernes<sup>48</sup>. Mais il faut se demander si ces choix esthétiques n'éclairent pas aussi son type de sociabilité : homme de petits cercles, à la limite de l'amitié et de la relation sociale, sa maison ouverte, sa maison galerie, toujours impressionnante pour les visiteurs, celle de Paris comme plus tard celle de Simiane, tient du salon où s'entremêlent gastronomie, art et politique. Surtout, Laugier est dans les années 1930 un habitué du peu connu "Cercle de la rue Tournon" ou "Cercle Fénelon", attesté dans les souvenirs des Brésiliens Osorio de Almeida et Paulo Duarte, "un petit club très fermé qui comprenait un peu plus de 20 membres, fondé par Madame Caroline Vacher, professeur de mathématiques au lycée Fénelon, très liée à Rivet et à tout notre groupe"<sup>49</sup>. Outre Rivet, que Laugier connaissait grâce à Lapicque, et de nombreux Brésiliens, notamment des scientifiques, on retrouvait dans ce "club", non seulement des savants et universitaires de gauche comme Langevin, Piéron, Jean et Francis Perrin, Pierre Janet, Jacques Hadamard, Louis Rapkine, les ethnologues Marcel Mauss, Maurice Lechard, mais aussi Paul Valéry ou Henri Focillon, des politiques comme Léon Blum, sa femme et ses neveux Paul Weill et André Blumel et des hauts fonctionnaires internationaux, le fidèle André Ganem, Henri Bonnet, représentant de la France auprès de la Commission internationale de coopération intellectuelle, Pierre Comert, chef des services de presse de la SDN puis du Quai d'Orsay.

Le "Cercle de la rue Tournon" pose le problème de l'insertion d'Henri Laugier dans les milieux de la SDN, notamment de la coopération intellectuelle, même si nous n'avons pu trouver de document formel à cet égard. Formé au pacifisme de gauche depuis l'avant-guerre et la guerre, il n'a pu que se mêler aux groupements et associations qui ont milité, à partir des années 1920 en faveur de la SDN, et il faudrait mener des recherches plus poussées pour tenter de repérer sa trace dans les commissions et lieux d'expertise de l'Organisation internationale du travail comme de la Commission puis Institut de coopération intellectuelle internationale<sup>50</sup>. Ainsi pourrait-on aussi rétrospectivement éclairer son rôle tant au Quai d'Orsay à la fin des années 1930 qu'à l'ONU et à l'UNESCO après-guerre. Ce qui est attesté, en revanche, c'est sa participation active à la coopération intellectuelle et scientifique avec l'Amérique latine. Continent marginal sur le plan politique, l'Amérique latine a été un des principaux terrains de la politique culturelle extérieure et de l'influence scientifique de la France à

---

<sup>48</sup>Pascal Ory, "Une 'cathédrale pour les temps nouveaux' ?" Le Palais de la Découverte (1934-1940)", in Régine Robin (dir.), *Masses et culture de masse dans les années trente*, Paris, Ed. Ouvrières, 1991, pp. 180-204. Selon une lettre du 1er mars 1938 de René Arcos à Romain Rolland (signalée par Nicole Racine), Laugier, alors directeur de cabinet de Delbos, joue de son poste pour favoriser la promotion à l'étranger de petites éditions bibliophiliques.

<sup>49</sup>Elle était en fait la maîtresse de Rivet. Paulo Duarte, "Henri Laugier, un mage moderne", p. 2. (Arch. Laugier n° 58, article du journal *O Estado*, 1973 ou 1974, traduit à la demande d'André Ganem). Cf. Miguel Osorio de Almeida, *Ambiente de guerra na Europa*, Rio de Janeiro, Atlantica Editora, 1943, pp. 166-167 (Arch. Laugier n° 29c).

<sup>50</sup>Henri Bonnet, "La SDN et la coopération intellectuelle", *Cahiers d'histoire mondiale*, n° 10-1, 1966, pp. 198-209.



partir du début du XXe siècle<sup>51</sup>. C'est à Paul Appell et à Henry Le Chatelier, introducteur du taylorisme en France, qu'on doit la fondation en 1907 du Groupement des universités et grandes écoles pour les relations avec l'Amérique latine, pierre de touche de cette politique, dont Georges Dumas sera l'homme-clé dans l'entre-deux-guerres, notamment pour les relations avec le Brésil. Le moyen principal de promotion de la science française a été l'envoi de missions et l'échange de chercheurs et professeurs, parmi lesquels on retrouve dès avant 1914 Emile Borel ou Charles Richet. Mais c'est dans les années 1920 que cette politique se développe par la création d'"instituts de haute culture" dans presque tous les pays d'Amérique latine, et dès 1922 en Argentine et au Brésil. C'est au Brésil qu'Henri Laugier fera ses premières armes dans la coopération scientifique, en partant enseigner en 1926 à l'Institut franco-brésilien de haute culture de Sao Paulo. où sont aussi venus Dumas, Lapicque, Rivet, avant que ne s'y illustrent dans les années 1930 Braudel, Lévi-Strauss ou Roger Bastide. Au coeur de ces relations, on retrouve Miguel Ozorio de Almeida, pionnier de la physiologie brésilienne, fondateur de l'Académie des sciences et, autour de lui, le "clan de l'avenida Sao Joao", des intellectuels comme Paulo Duarte ou Mario de Andrade, regroupés autour du journal *Estado de Sao Paulo*<sup>52</sup>. S'il n'est pas tout à fait certain que Laugier ait été en 1928 ou 1929 au Pérou, où l'Institut de haute culture a été fondé en 1927, son rôle est essentiel dans l'essor de la coopération avec le Mexique. Engagée en 1924 par Georges Dumas, celle-ci avait sommeillé jusqu'au voyage qu'il y effectue en novembre 1933, non pas au titre d'une mission officielle, mais pour le compte de l'Union rationaliste<sup>53</sup>. Le "comité mexicain pour les échanges scientifiques avec la France" qu'il y constitue avec des médecins et des industriels, et sous le haut patronage de l'ambassadeur de France, sert en fait de base à la fondation d'une Union rationaliste mexicaine, et les conflits internes qui s'y produiront retarderont encore la mise en place d'une politique étoffée d'échanges scientifiques. Mais les liens que noue Laugier au Mexique comme au Brésil, et qu'il entretiendra à Paris puis dans l'exil pendant la guerre, ne sont pas sans expliquer son aura parmi les milieux tiers-mondistes des années 1950. Surtout, il y forge une expérience des relations internationales qui n'a pu que le préparer à ses responsabilités de la fin des années 1930.

### *L'Union rationaliste*

Cela dit, l'exemple-type du réseau politico-intellectuel et du mode d'intervention de Laugier dans la sphère républicaine est sans aucun doute l'Union rationaliste, dont il a été un des fondateurs et un des responsables les plus fidèles sinon les plus voyants, y côtoyant presque tous ceux dont il a croisé la route depuis les années 1920 et même depuis l'avant-guerre. Fondée le 10 mars 1930, l'Union rationaliste est à la fois l'héritière des courants libres-penseurs de la fin du XIXe siècle et le témoin perspicace de l'inquiétude soulevée par la crise mondiale et ses conséquences politiques, la remise en cause de la détente internationale et la poussée nazie en Allemagne. On dispose il est vrai de peu d'archives, notamment sur la naissance de cette organisation, mais les

<sup>51</sup>Patrick Petitjean, "Entre science et diplomatie. L'organisation de l'influence française en Amérique latine, 1900-1940", communication au 18e Congrès international d'histoire des sciences, Hambourg et Munich, août 1989, 13 p. dact. (arch Laugier n° 29b).

<sup>52</sup>Jean-Paul Lefèvre, "Les missions universitaires au Brésil dans les années 1930", *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 38, avril-juin 1993, pp. 24-33.

<sup>53</sup>Et non en 1934, comme l'indique Patrick Petitjean. *Cahiers rationalistes*, n° 25, octobre 1933, n° 31, avril 1934.

*Cahiers rationalistes*, publiés à partir de 1931, fourmillent d'informations, en particulier grâce aux comptes rendus réguliers des assemblées générales<sup>54</sup>. L'idée de créer l'Union rationaliste revient vraisemblablement à Albert Bayet, lors d'une soirée avec Paul Langevin et Henri Roger. Bayet, qui en sera le secrétaire général jusqu'en 1945, est une des têtes pensantes du radicalisme et du combat laïque. Quant à Henri Roger, successeur de Charles Richet à la chaire de physiologie en 1925, il a longtemps milité dans les organisations de la libre-pensée, en compagnie du peu connu D. Jahia, cheville ouvrière de l'Association nationale des Libres Penseurs de France, fondée en 1902 et dirigée par Ferdinand Buisson<sup>55</sup>. Cette référence à la libre-pensée pousse à se demander si l'Union rationaliste n'est pas née en partie d'une réaction d'intellectuels modérés, se plaçant sous l'invocation de Marcelin Berthelot et d'Anatole France, face à la dérive anarchisante et anti-intellectuelle du mouvement libre-penseur dans l'entre-deux-guerres.

L'objectif de l'Union rationaliste est clairement énoncé par le manifeste "Notre Programme" publié en janvier 1931 dans le premier numéro des *Cahiers rationalistes* : "défendre et répandre dans le grand public l'esprit et les méthodes de la Science" pour lutter contre l'irrationalisme et plus encore l'ignorance, en groupant "une élite de savants disposés à dérober quelques heures à leurs recherches personnelles pour les consacrer à cette oeuvre d'éducation". C'est à ce titre qu'Henri Laugier entre au conseil de direction de l'Union rationaliste, aux côtés d'Henri Roger (président), Paul Langevin (vice-président), Albert Bayet (secrétaire général), D. Jahia (trésorier), Louis Lapicque, Jean Perrin. Dans le comité d'honneur comme dans le comité d'études, il retrouve, parmi d'autres grands intellectuels, à peu près tout le gratin de la science républicaine, Paul Appell, Emile Borel, Jacques Hadamard, Jean-Marie-Lahy, Henri Piéron, Charles Richet, Paul Rivet, François Simiand, Georges Urbain, etc.

L'Union rationaliste n'est certes pas une organisation de masse, mais elle touche un public assez vaste. A la fin de la première année, elle a 1260 adhérents, dont plus de la moitié en région parisienne, et connaît une progression régulière, surtout jusqu'en 1934. A la veille de la guerre, elle compte 3000 adhérents et 2000 abonnés aux *Cahiers*<sup>56</sup>. Si elle crée des sections locales, y compris dans l'empire colonial, ses projets d'extension à l'étranger se bornent au Mexique et à des liens avec la puissante et ancienne Association rationaliste anglaise. Cherchant à étendre son audience, elle prend une série d'initiatives pour toucher le monde syndical ou les jeunes. Les conférences, tenues d'abord à l'Ecole des hautes études sociales, nécessitent des salles plus grandes à la Société de Géographie, puis à la Sorbonne, et elles sont toutes radiodiffusées à partir de 1936 grâce au soutien de Georges Mandel, ministre des PTT. L'Union rationaliste s'adjoint un "Groupe Anatole France" pour les étudiants et un "Groupement d'études Helvétius" pour la réflexion théorique et fonde en 1936 les Editions rationalistes pour diffuser ses publications.

Laugier accédera en 1938 au poste de secrétaire général à la suite d'une crise interne assez obscure, flanquant Albert Bayet avant de lui succéder totalement en

<sup>54</sup>Voir aussi le rappel historique d'Ernest Kahane dans les *Cahiers rationalistes*, n° 200-201, janvier-février 1962.

<sup>55</sup>Pierre Lévêque, "Libre pensée et socialisme (1889-1939). Quelques points de repère", *Le Mouvement social*, n° 57, 1966, pp. 101-141. Sur Henri Roger, voir Paul Langevin, "Henri Roger et l'Union rationaliste", *Cahiers rationalistes*, n° 89, mai-juin 1946.

<sup>56</sup>*Cahiers rationalistes*, n° 67, avril 1938, avec graphique.

1945<sup>57</sup>. Mais il est difficile d'évaluer son rôle. Il fait quelques conférences, qui sont l'activité vulgarisatrice principale de l'Union rationaliste<sup>58</sup>. En dehors des textes de ces conférences, il publie très peu dans les *Cahiers*, sinon un article assez inattendu sur "La Révolution et la recherche scientifique" qui évoque l'organisation scientifique (Condorcet, Daunou), la mobilisation scientifique (Carnot) et les grandes créations institutionnelles révolutionnaires (Museum d'Histoire naturelle, Conservatoire des Arts et métiers, Polytechnique, Ecole normale, Mines, Archives nationales, etc.)<sup>59</sup>. Son influence se manifeste autrement. C'est à lui qu'on doit, on l'a vu, la création de l'Union rationaliste mexicaine, lors d'un voyage en novembre 1933. Il intervient à l'Assemblée générale de 1934 pour demander qu'une place soit accordée à l'étude des problèmes sociaux actuels<sup>60</sup>. De fait, avec beaucoup de précautions pour ne pas être soupçonnée de se mêler aux luttes politiques, l'Union rationaliste publie dans les *Cahiers* quelques contributions comme celle de Georges Boris sur "L'expérience Roosevelt" (n° 33, juin 1934) ou les étonnantes "Impressions d'un physiologiste en URSS" de Lapique (n° 50, mars 1936). La victoire du Front populaire, en confortant l'association, ranime des débats tels que la réforme de l'enseignement sur laquelle Jean Zay prononce le 29 novembre 1937 une conférence où, faisant référence aux Compagnons, il relance le problème de l'école unique (n° 64, janvier 1938). Si l'Union rationaliste n'intervient pas directement sur le terrain politique, ses choix sont clairs, notamment ses prises de position antifascistes. L'une des dernières conférences d'avant-guerre est celle d'Edmond Vermeil en décembre 1938 sur "Le racisme allemand" (n° 73 janvier 1939) et le dernier numéro des *Cahiers*, alors que la guerre est commencée, contient une conférence de Langevin sur "La valeur humaine de la science" (n° 80, mars-avril 1940).

### *Du Front populaire à la guerre : l'antifascisme*

C'est bien au nom de cet humanisme rationaliste que Laugier s'engage profondément, mais toujours aussi discrètement, dans le combat antifasciste. Le contexte politique national et international dans lequel il intervient représente aussi, comme le montre Jean-François Picard, l'apothéose, pour l'entre-deux-guerres, de ses talents d'organisateur et de promoteur de la science. Professeur de physiologie générale à la Faculté des sciences de Paris, fondateur et premier directeur du Centre national de la recherche scientifique, inspirateur avec Perrin du Palais de la Découverte, Laugier revient à l'action gouvernementale en redevenant directeur de cabinet d'Yvon Delbos à partir de janvier 1936. A la différence d'un Jean Perrin ou d'un Paul Rivet, il n'incarne cependant pas l'intellectuel du Front populaire et les responsabilités scientifiques et politiques qu'il assume sous le gouvernement Blum tiennent plutôt, on l'a vu, au sentiment de continuité républicaine qui relie, dans le projet de progrès par la science,

---

<sup>57</sup>*Cahiers rationalistes*, n° 73, janvier 1939.

<sup>58</sup>En 1930 sur "L'influx nerveux" (*Cahiers rationalistes*, n° 1, janvier 1931), en 1934 sur "Une science nouvelle, la biotypologie, science des types humains", conférence radio-diffusée, sous les auspices de l'Association française pour l'Avancement des Sciences (*Cahiers rationalistes*, n° 36, décembre 1934), en 1935, à Lyon, sur "La biotypologie et ses applications à la classification humaine" (*Cahiers rationalistes*, n° 46, janvier 1936).

<sup>59</sup>Henri Laugier et Georges Michon, "A propos du cent cinquantième de la Révolution. La Révolution et la recherche scientifique", *Cahiers rationalistes*, n° 78, juin 1939.

<sup>60</sup>*Cahiers rationalistes*, n° 37, janvier 1935.

l'expérience du Front populaire à celle du Cartel, mais aussi à la mobilisation du temps de guerre et même au mouvement des idées de la fin du XIXe siècle<sup>61</sup>.

Son antifascisme résolu est en revanche indubitable. Tout indique en effet que, bien avant de suivre Delbos au quai d'Orsay, il est attentif à la montée du nazisme, qui réveille même en lui, selon les témoignages, un antigermanisme ancien, et très préoccupé par les tensions internationales, sur lesquelles il est particulièrement informé par tout son réseau d'amitiés, Henri Bonnet, André Ganem, "éminence grise du Quai d'Orsay", Pierre Comert, chef du service de presse des Affaires étrangères, qui sera limogé pour "bellicisme" par Georges Bonnet en octobre 1938. Dès 1933, par l'intermédiaire du communiste Willy Münzenberg, l'inventeur du Comité Amsterdam-Pleyel, qu'il a rencontré à Berlin grâce à Pierre Comert et qu'il retrouve à Paris en mars 1933, il est au contact des milieux antifascistes allemands<sup>62</sup>. Ainsi sera-t-il, comme directeur de cabinet de Delbos, un important canal d'aide aux savants allemands exilés, en particulier Otto Mayerhoff, prix Nobel de Médecine 1922<sup>63</sup>. Le 6 février 1934 représente pour lui aussi un tournant décisif et il est un des premiers signataires du manifeste de fondation du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes où, derrière Alain, Rivet et Langevin, il retrouve tous ses proches, Pierre Auger, Albert Bayet, Jacques Hadamard, les Joliot, Lahy, Longchambon, Henri Roger, etc.<sup>64</sup>. Mais, de nouveau, son intervention publique s'arrête là et on ne décèle sa trace dans aucune des organisations culturelles nées ou développées autour du Front populaire et dans lesquelles des savants comme Perrin ou Langevin sont omniprésents<sup>65</sup>.

C'est au gouvernement, sous Delbos, que son action, le plaçant de 1936 à 1940 au coeur de la politique nationale et internationale, est la plus intéressante et la plus difficile à repérer, dans une phase où il est, par ailleurs, au coeur du processus de création du CNRS. Il redevient directeur du cabinet de Delbos quand celui-ci entre comme Garde des Sceaux et vice-président du gouvernement dans le ministère Sarraut (janvier-juin 1936), et le suit, après la victoire électorale du Front populaire, quand il devient ministre des Affaires Etrangères dans le premier gouvernement Blum (juin 1936-juillet 1937), en même temps que Jean Zay arrive à l'Education nationale et Irène Joliot-Curie, puis Perrin à la Recherche. Au Quai d'Orsay, Delbos sera un ministre hésitant et influençable, incarnant toutes les contradictions du Front populaire, mais, tandis qu'Alexis Léger continue de régner sur le secrétariat général, il est entouré d'une équipe efficace et décidée d'intellectuels radicaux et socialistes, souvent venus du briandisme, Pierre Viénot, sous-secrétaire d'Etat, lié à Jacques Kayser et Georges Boris,

<sup>61</sup>Voir le témoignage de Lydia Cassin, une de ses principales collaboratrices, notamment au laboratoire de la gare Saint-Lazare, sur son peu d'ardeur envers le Front populaire (Arch. Laugier, n° 46).

<sup>62</sup>Babette Gross, *Willy Münzenberg. Eine politische Biographie*, Stuttgart, DVA, 1967, p. 279 ; Hélène Roussel, "Willy Münzenberg en exil et l'opinion publique française", in H. M. Bock, R. Meyer-Kalkus, M. Trebitsch (dir.), *Entre Locarno et Vichy. Les relations culturelles franco-allemandes dans les années 1930*, Paris, CNRS-Editions, 1993, p. 738 ; Rita Thalmann, "L'immigration allemande et l'opinion publique en France de 1933 à 1936", in *La France et l'Allemagne, 1932-1936*, actes du Colloque franco-allemand, Paris, 1977, Ed. du CNRS, 1980, p. 154.

<sup>63</sup>Arch. personnelles CNRS non cotées, signalées par J. F. Picard, arch. Laugier, n° 42e.

<sup>64</sup>Manifeste "Aux travailleurs", *Europe*, 15 avril 1934, pp. 602-606. Sur le CVIA, Nicole Racine-Furlaud, "Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (1934-1939). Antifascisme et pacifisme", *Le Mouvement social*, n° 101, octobre-décembre 1977, pp. 87-113.

<sup>65</sup>Il accepte de participer avec Perrin à un banquet de l'Université Ouvrière en l'honneur de Langevin, Prenant et Cohen en mai 1938, selon Georges Cogniot, *Parti pris. T. 1 D'une guerre mondiale à l'autre*, Paris, Ed. Sociales, 1976, p. 436.

André Ganem, Armand Bérard, Pierre Bertaux, René Hoffherr, Olivier Wormser. Le grand problème du ministère, c'est évidemment la guerre d'Espagne, et l'on sait que Delbos est un des opposants les plus résolus à une politique d'intervention<sup>66</sup>. Malgré cette opposition, plusieurs témoignages démontrent que Laugier a aidé discrètement la République espagnole, notamment celui de Gaston Cusin, chargé des "opérations" d'envois clandestins d'armement. Selon Cusin, c'est Laugier qui lui transmettait les dépêches du Comité de non-intervention centralisées à Londres, ce qui lui permettait de connaître à l'avance les dénonciations et de recevoir des informations sur l'espionnage allemand et italien<sup>67</sup>. En vérité, Laugier s'occupe directement de toutes les affaires politiques et c'est sous son couvert que parviennent à Delbos les documents diplomatiques secrets, notamment ceux adressés par André François-Poncet, ambassadeur à Berlin<sup>68</sup>. Ainsi n'est-il sans doute pas étranger aux initiatives de son ministre en direction de la Petite Entente, dont l'échec, à partir de l'Anschluss, entraînera Delbos dans le découragement.

A la chute de Blum, Laugier est nommé chargé de mission quand Delbos reste aux Affaires Étrangères dans les gouvernements Chautemps (juillet 1937-janvier 1938, puis janvier-mars 1938). Enfin, dans les gouvernements Daladier et Reynaud (septembre 1939-juin 1940), Delbos n'accepte de succéder à Jean Zay à l'Éducation Nationale, selon Louis Planté, qu'à la condition d'y être suivi par Laugier, à qui il va déléguer la conduite du ministère, sous lequel naît officiellement le CNRS<sup>69</sup>. Leurs positions semblent pourtant diverger de plus en plus, en particulier depuis Munich. Si l'on ne dispose d'aucune indication sur l'attitude de Laugier en septembre-octobre 1938, on retrouve en août 1939 sa signature, avec celle des Joliot, de Langevin, Aimé Cotton, Victor Basch, Albert Bayet et d'intellectuels proches du PCF ou anciens du CVIA, sur le manifeste antimunichois de l'Union des intellectuels français, créée fin 1938 et animée par Jacques Soustelle, qui condamne le pacte germano-soviétique et appelle à résister à l'agression<sup>70</sup>.

Très au fait des ultimes tensions internationales depuis son passage au Quai d'Orsay, très lié au général Georges, qui s'opposait aux choix stratégiques de Gamelin, Laugier, que ses responsabilités au CNRS maintiennent au contact des questions militaires, notamment par sa collaboration avec Raoul Dautry, ministre de l'Armement, fait partie jusqu'au bout des tenants de la fermeté. Lors de l'attaque allemande en mai-juin 1940, il suivra Delbos à Tours puis à Bordeaux, d'où il partira pour Londres, tandis que Delbos, opposé lui aussi à l'Armistice, s'embarquera sur le *Massilia* pour Alger,

---

<sup>66</sup>Armand Bérard, *Au temps du danger allemand*, Paris, 1976, p. 326, cité par Jean-Baptiste Duroselle, "Les milieux gouvernementaux en face du problème allemand en 1936", in *La France et l'Allemagne, 1932-1936*, cité, p. 393. Cf. aussi, outre la biographie de Delbos par Bernard Lachaise, citée, John Dreifort, *Yvon Delbos at the Quai d'Orsay : French Foreign Policy during the Popular Front*, Univ. of Kansas, 1973 ; Jean-Baptiste Duroselle, *La Décadence 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, pp. 271-321.

<sup>67</sup>Gaston Cusin, "Témoignage", in "Contribution à l'histoire de la politique de la non-intervention", documents inédits présentés par Daniel Blumé, *Cahiers Léon Blum*, n° 2 et 3, décembre 1977-mars 1978, p. 83. Voir aussi le témoignage de Georges Cogniot, cité, p. 310.

<sup>68</sup>*Documents diplomatiques français 1932-1939*, 2e série (1936-1939), t. IV (1er juin-29 septembre 1937), Paris, Imprimerie nationale, 1970, pp. 442-448.

<sup>69</sup>Louis Planté, *Au 110 rue de Grenelle. Souvenirs, scènes et aspects du Ministère de l'Instruction publique-Éducation nationale (1920-1944)*, Paris, Clavreuil, 1955, pp. 205-206.

<sup>70</sup>Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises*, cité, pp. 125-129 ; Nicole Racine-Furlaud, "Bataille autour d'intellectuel(s) dans les manifestes et contre-manifestes de 1918 à 1939", in Danièle Bonnaud-Lamotte et Jean-Luc Rispail, *Intellectuel(s) des années trente entre le rêve et l'action*, Paris, Ed. du CNRS, 1989, pp. 223-236.

puis rentrera pour être arrêté en 1943 et déporté. La Résistance, à Londres, New-York puis Alger, sera pour Laugier, révoqué par Vichy dès juillet 1940, dans le droit fil de son engagement républicain.

En ce sens, il est peut-être arbitraire d'arrêter en 1940 l'étude de l'itinéraire politique d'Henri Laugier. De l'étudiant socialiste au résistant gaulliste, du directeur de cabinet de Delbos au secrétariat-général adjoint de l'ONU, il y a, on l'a dit, plus de permanence que de rupture. Par-delà la figure de ce savant républicain, c'est peut-être toute une réflexion sur la continuité de l'idée républicaine et de la défense de ses valeurs qu'il faudrait appuyer dans l'approche biographique de ces personnages du premier des seconds rangs, éminences grises et pour certains hommes de l'ombre, mais moteurs de bien des décisions qui ont animé les grandes administrations depuis plus d'un siècle.